

L'aérodrome militaire de Sion va fermer

L'armée y abandonne ses activités, a annoncé le Département de la défense mardi. En revanche, l'école militaire va à Sion. 170 postes seront supprimés.

Cette restructuration entraîne la suppression de 170 postes à l'aérodrome, mais une centaine sont créés avec la police militaire.

La Grande Muette se sépare aussi de plusieurs places d'armes. Les casernes de Savatan (VS) et de Moudon (VD) fermeront. Ce dernier lieu pourrait accueillir quelque 540 requérants d'asile à la place.

L'armée suisse va se séparer d'un tiers de son parc immobilier dans le cadre de son plan de rationalisation, indique «[24 Heures](#)». Le conseiller fédéral en charge du [Département de la défense \(DDPS\)](#), Ueli Maurer, a informé lundi les ministres cantonaux en charge des affaires militaires pour leur faire part des futurs changements.

Le concept de stationnement aura une influence directe sur environ 300 emplois, informe un communiqué de presse. Comme sa concrétisation prendra plusieurs années, il est possible de tabler sur une réduction des postes par le biais de la fluctuation naturelle.

L'aéroport de Sion deviendra un «aérodrome de dégagement», indique le site du quotidien vaudois. Les vols militaires, ainsi que les postes de travail, seront transférés à Payerne (VD).

S'exprimant sur la fermeture de l'aérodrome militaire de Sion, Ueli Maurer s'est déclaré «conscient que ça aura des effets pour la ville». «C'est la place militaire à laquelle on pouvait le plus facilement renoncer. Nous n'avons plus assez d'avions pour maintenir tous nos aérodromes», a expliqué le ministre UDC.

De plus, il y avait une forte opposition depuis longtemps aux mouvements des jets, a-t-il poursuivi, avant de rapidement préciser: «Ca n'a pas été la raison pour laquelle nous y renonçons, mais si Sion veut discuter avec la Confédération, elle devra montrer qu'elle n'y est pas opposée.» Dans tous les cas, il n'y aura pas de solution militaire à l'aérodrome valaisan.

.....

Dans la même émission radio RTS La Première de lundi soir, le Conseiller national valaisan PDC et président de commune Yannick Buttet parlait, lui, de «catastrophe pour l'économie du Valais et pour Sion» la décision de l'armée suisse d'abandonner l'aéroport sédunois. Et de pointer du doigt la ville de Sion (et son président PLR Marcel Maurer), fautive aux yeux de Yannick Buttet d'avoir mal défendu ce dossier.

Un «œil qui rit, un œil qui pleure»

Même son de cloche du côté du conseiller d'Etat en charge de la sécurité, Oskar Freysinger, qui pointe également le rôle joué par la ville de Sion. La décision a été prise en raison des signaux négatifs donnés par la ville de Sion, explique M. Freysinger. Le départ de l'armée de l'aéroport de Sion est une déception pour l'Etat du Valais, même si la porte n'est pas totalement fermée, a-t-il déclaré. La présence de jets reste le paramètre central. Oskar Freysinger s'est dit prêt à poursuivre les négociations. Mais, selon lui, la position de la ville de Sion est l'élément central. L'armée ne mettra pas 30 millions de francs dans les infrastructures sédunoises si elle ne peut pas faire voler de jets et y stationner une escadrille.

«J'ai un œil qui rit et un œil qui pleure», a dit M. Freysinger. A côté de la déception due à l'aéroport, les autres éléments sont positifs. Le canton a eu l'assurance du maintien du poste de commandement de la Patrouille des Glaciers en Valais.

Une école de recrues de police militaire prendra ses quartiers à la caserne de Sion. L'armée laissera le complexe de Savatan à la disposition de l'école de police des cantons du Valais et de Vaud.

La date butoir pour infléchir la décision de l'armée est fixée au 31 janvier, précise M. Freysinger. Les mesures annoncées prendront effet d'ici la fin de la décennie, en 2020 pour l'aéroport et en 2019 pour le complexe de Savatan.

Sion souhaite toujours s'exprimer

La municipalité de Sion a toujours souhaité la discussion, a déclaré mardi à l'ats son président Marcel Maurer. Pour le président de Sion, ce sont des raisons purement économiques qui ont conduit l'armée à décider de quitter Sion. Il estime «un peu facile de faire porter le chapeau à une ville qui n'a jamais été consultée». La ville reste ouverte à la discussion.

En 2008, l'électorat de Sion avait accepté l'initiative «Contre le bruit des avions de combat à réaction dans les zones touristiques» à une majorité de 56%, à l'inverse du vote valaisan. Et la population sédunoise n'est toujours pas prête à accepter des avions de cette puissance et de ce niveau de bruit, précise M. Maurer.

Pour l'avenir, la ville entend poursuivre sur la voie du développement de l'aéroport civil. Quant à la perte annoncée d'une septantaine d'emplois, M. Maurer retient qu'il y a encore sept ans à mettre à profit pour trouver des solutions.

(leo/fnt/ats)

Entre satisfaction et inquiétude en Valais

La gauche, les riverains de l'aéroport, une partie de la population de Sion ne cachent pas leur satisfaction de voir l'armée et ses jets quitter la base aérienne. La droite et les milieux économiques affichent en revanche leur inquiétude.

Le parti socialiste et les Verts valaisans estiment que le départ de l'armée offre de nouvelles opportunités de développement. Pour les Verts, l'aérodrome militaire constitue même un frein au développement économique et touristique du Valais central.

Vice-président du PDC du Valais romand, Serge Métrailler ne cache pas son inquiétude. Il y a certes une opportunité pour l'aéroport civil, a-t-il expliqué à l'ats, mais l'armée n'a jamais empêché le développement de l'aspect civil.

Serge Métrailler en appelle à une table ronde des présidents des partis cantonaux pour discuter de l'avenir de l'aéroport. Il s'accroche encore à un espoir de négociations sur un objet à son avis cantonal.

Cafouillage politique

La Chambre valaisanne de commerce et d'industrie (CVCI) «déploire le manque de leadership et de détermination» de la part des autorités politiques dont elle dénonce le cafouillage dans ce dossier. Le départ de l'armée signifie aussi la perte de moyens financiers pour l'entretien, le développement et l'exploitation de l'aéroport.

D'ici au départ des militaires, il faut réduire les charges de fonctionnement à un niveau acceptable pour les acteurs privés et publics, demande la CVCI. Elle estime que des opportunités existent dans les domaines de l'écolage, de l'entretien et du sauvetage en montagne.

Les syndicats chrétiens (SCIV) craignent que l'économie valaisanne ne soit «lourdement frappée» par un retrait de l'armée. Il y a la perte d'une cinquantaine d'emplois, mais aussi de quarante places d'apprentissage et d'un centre de formation de polymécaniciens.

Les SCIV réclament que le redimensionnement se fasse sans licenciement et que le centre de formation soit maintenu. Ils espèrent que les autorités, cantonale et communale, développent une vision stratégique et ne se renvoient pas «la balle sur les hypothétiques responsabilités de chacun».